

Cahier des Clauses Administratives Particulières C.C.A.P

MARCHE PUBLIC FOURNITURES ET SERVICES

Arrêté du 30 mars 2021

Marché n° 25 SCE 007 M

ENTRETIEN DES ESPACES VERTS
CAMPUS DES ECOLES INSTITUT MINES-TELECOM BUSINESS SCHOOL ET TELECOM SUDPARIS

Objet de ce document

Ce document décrit les règles administratives particulières du marché. Il complète, précise ou déroge au CCAG FCS

Sommaire en un coup d'œil

<p>Partie 1 – Description du marché</p> <p>Vous y trouverez, notamment, les informations sur l'objet, la durée et les délais d'exécution du marché, les pièces contractuelles,</p>	<p>Partie 2 – Quelles sont les conditions financières du marché ?</p> <p>Vous y trouverez, notamment, les informations sur le prix, ses modalités de révision, les modalités de règlements</p>
<p>Partie 3 – Comment se déroulent les prestations ?</p> <p>Vous y trouverez les informations sur la commande des prestations, les conditions d'exécution des prestations, la sous-traitance...</p>	<p>Partie 4 – Les sanctions et la fin du marché</p> <p>Vous y trouverez les informations sur les pénalités et la résiliation du marché</p>
<p>Partie 5 – Les autres clauses</p> <p>Vous y trouverez les informations obligatoires.</p>	
<p>Les dérogations aux CCAG Fournitures et services</p> <p>Vous y trouverez un tableau qui récapitule les dérogations apportées au CCAG Fournitures et Services</p>	<p>Annexes</p> <p>Néant</p>

PARTIE 1 – DESCRIPTION DU MARCHÉ.....	4
Art. 1. GÉNÉRALITÉS.....	4
1. Objet du marché.....	4
1.1 Parties contractantes.....	4
1.2 Les interlocuteurs.....	4
Pour le titulaire du marché, désigné le prestataire.....	4
1.3 - Procédure de passation.....	5
1.4– Nature du marché.....	5
1.5 - Décomposition en lots.....	5
Art. 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	6
2.1 Pièces particulières.....	6
2.2 Pièces générales.....	6
Art. 3. DUREE DU MARCHÉ.....	6
3.1 Durée du marché.....	6
PARTIE 2 – COMMENT SE DEROULENT LES PRESTATIONS ?	7
Art. 4. CONDITIONS D’EXECUTION.....	7
4.1 Prise en charge.....	7
4.2 Accès et consigne.....	7
4.3 Personnel d’intervention.....	7
4.4 – Les obligations du prestataire.....	8
4.5 – Protection de la main d’œuvre et conditions de travail.....	8
4.6 Planning d’intervention.....	9
4.7 Lieu d’exécution des prestations.....	9
4.8 Horaires.....	9
4.9 Modalités pour les prestations forfaitaires.....	9
4.10 Modalités pour les prestations supplémentaires (à bons de commande).....	10
Art. 5. CONSTATIONS DE L’EXECUTION ET ADMISSIONS DES PRESTATIONS.....	10
PARTIE 3 – QUELLES SONT LES CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHÉ ?.....	11
Art. 6. PAIEMENT.....	11
6.1 – Présentation des factures.....	11
Art. 7. SOUS-TRAITANCE.....	14
PARTIE 4 – LES SANCTIONS ET LA FIN DU MARCHÉ	15
Art. 8. PENALITES.....	15
8.3 Pénalités pour travail dissimulé.....	15
8.4 Autre pénalité.....	16
Art. 9. RESILIATION / LITIGE / ELECTION DE DOMICILE.....	16
PARTIE 5 – AUTRES CLAUSES.....	17
Art. 10. OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE.....	17
Art. 11. ASSURANCE.....	17
Art. 12. LISTE DES PIÈCES A FOURNIR.....	17
PARTIE 6 – LES DEROGATIONS AU CCAG FCS	18
Art. 13. DEROGATION.....	18

PARTIE 1 – DESCRIPTION DU MARCHÉ

Art. 1. GÉNÉRALITÉS

1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet les prestations d'entretien d'espaces verts du campus des écoles Institut Mines-Télécom Business School et Télécom SudParis situé au 9, rue Charles Fourier 91000 Evry-Courcouronnes.

Le campus est composé de plusieurs bâtiments répartis au 9, 12 et 14 rue Charles Fourier Evry-Courcouronnes (91000).

Il est présenté au cahier des charges techniques particulières (CCTP) et sur le plan de masse joint au présent marché.

1.1 Parties contractantes

Sont désignées parties contractantes

Institut Mines-télécom Business School et Télécom SudParis, écoles internes de l'Institut Mines-Télécom, Établissement public à caractère Scientifique, culturel et professionnel créé par le décret n° 2016-1527 du 14 novembre 2016 modifiant le décret n° 2012-279 du 28 février 2012 représentées par le signataire du présent marché Monsieur M. Herbert CASTERAN, Directeur de Institut Mines-Télécom Business School et François DELLACHERIE, Directeur de Télécom SudParis, sis 9 rue Charles Fourier 91000 Evry-Courcouronnes.

Ci-après dénommé « IMT-BS et TSP » ou « l'acheteur »

Et d'autre part, l'entreprise titulaire du marché, dénommée ci-dessous « le prestataire ».

1.2 Les interlocuteurs

Institut Mines-Télécom Business School et Télécom SudParis désigné l'acheteur, est désignée :

Monsieur Patrick CHIARENZA – Directeur de service campus
patrick.chiarenza@imtbs-tsp.eu - Tel: 01.60.76.43.01 – Mob: 07 75 10 64 89

Monsieur Éric NIGEON – agent de gestion service campus
Eric.nigeon@imtbs-tsp.eu – Tel : 01.60.76.45.97

Pour le titulaire du marché, désigné le prestataire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

1.3 - Procédure de passation

Le marché est passé sous forme d'appel d'offres ouvert en application de l'article L. 2124-2 du code de la commande publique.

1.4– Nature du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire qui comprend une partie forfaitaire (prestations récurrentes de base) et une partie exécutée selon les besoins de l'acheteur au fur et à mesure par l'émission de bons de commande sans montant minimum avec **un montant maximum pour toute la durée du marché fixé à 25.000 euros hors taxes (Vingt-cinq mille euros hors taxes).**

Partie forfaitaire :

Les prestations courantes, de nature forfaitaire visées au marché, sont celles indiquées dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) annexe 1 de l'acte d'engagement. Elles concernent les prestations d'entretien des espaces verts courantes du campus tel que définie dans le cahier de clauses techniques particulières CCTP.

L'acheteur se réserve le droit de procéder à des modifications temporaires ou définitives de fréquence et de volume d'entretien des espaces verts.

Dans cette éventualité, le montant du marché serait augmenté ou réduit en proportion. Institut Mines-télécom Business School et Télécom SudParis s'engage à établir un avenant modificatif au marché pour la prise en compte de ces changements.

Partie à bons de commande :

Le marché prévoit également des prestations supplémentaires (à bons de commande) indiquées au bordereau des prix unitaires ou des prestations exceptionnelles demandées sur devis si pas prévue dans le BPU.

1.5 - Décomposition en lots

Conformément à l'article R.2113-3 et L.2113-11 du Code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloti au motif que l'ensemble des services concernés est considéré comme homogène parce qu'il constitue une unité fonctionnelle au sens de l'article R. 2121-6 du Code de la commande publique.

Art. 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seule foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

2.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement et ses annexes financières :
 - ✓ Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
 - ✓ Bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cadre de la valeur technique et/ou le mémoire du titulaire

2.2 Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG/FCS) à l'exception de ses commentaires.
- L'ensemble des textes normatifs à caractère législatifs, réglementaires et techniques non joints au présent marché mais réputés connus du titulaire.

Le marché s'exécute par les pièces désignées ci-dessus et les marchés.

Le CCAG-FCS est accessible sur le site [legifrance.fr](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341). Le Titulaire est réputé en avoir eu connaissance. <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

Art. 3. DUREE DU MARCHÉ

3.1 Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée de douze mois à compter de sa notification au titulaire. Il pourra se renouveler tacitement (3) trois fois par période d'1 (un) an sauf décision contraire de l'acheteur sans que sa durée totale n'excède (4) quatre ans.

En cas de non reconduction, le titulaire en sera informé deux mois au moins avant la date anniversaire du marché par lettre recommandée avec accusé de réception.

En application de l'article R 2112-4 du Code de la commande publique, la reconduction est tacite. Le titulaire ne peut refuser sa reconduction.

PARTIE 2 – COMMENT SE DEROULENT LES PRESTATIONS ?

Art. 4. CONDITIONS D'EXECUTION

4.1 Prise en charge

Le PRESTATAIRE est réputé connaître parfaitement les espaces verts du campus, la consistance des matériels et équipements dont il assure l'entretien, ainsi que les règles de sécurité et les règlements applicables en pareille matière.

La visite aura permis au PRESTATAIRE d'évaluer les besoins. En conséquence, le PRESTATAIRE ne pourra se prévaloir d'une connaissance insuffisante des lieux ou des conditions de travail pour réclamer une quelconque révision en hausse des prix des prestations.

4.2 Accès et consigne

Le personnel du PRESTATAIRE a accès aux locaux qui font l'objet du marché.

Les prestations doivent respecter les règles de sécurité et d'hygiène ainsi que les règlements applicables en pareille matière.

Elles se doivent de ne pas perturber le confort des usagers occupants et demander les autorisations nécessaires en fonction du type de prestations à effectuer.

4.3 Personnel d'intervention

Le prestataire fournit à son personnel les équipements de sécurité individuels et collectifs à son personnel, conformément à la législation en vigueur.

Les personnes désignées par le prestataire sont seules autorisées pour l'entretien des espaces verts qui font l'objet du marché

Il doit veiller à faire respecter les règles de sécurité du travail tant générales que particulières.

Le personnel doit disposer de vêtement portant le nom de la société titulaire du marché.

Il est rigoureusement interdit au personnel :

- D'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ainsi que d'y pénétrer en état d'ivresse.
- De provoquer des désordres sur les lieux de travail.
- De manquer de respect aux usagers des bâtiments.
- De se faire aider dans l'exécution de son travail par une personne étrangère à l'entreprise.

Cette liste n'est pas limitative

4.4 – Les obligations du prestataire

Le prestataire est seul responsable de l'organisation, de la discipline, du respect des consignes et de l'efficacité du personnel qu'il encadre.

Le prestataire s'engage à mettre à disposition de son personnel tout le matériel et les fournitures nécessaire à l'exécution des prestations. Il prendra en charge notamment les prolongateurs de câbles éventuels.

Le prestataire est responsable des contrats de sous-traitance à la condition de le déclarer et de faire la demande d'agrément.

Le prestataire assume donc seul pendant la durée du marché, l'entière responsabilité liée à l'exécution des prestations pour lesquels il est engagé.

4.5 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

4.5.1 Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

4.5.2 Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employée à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché sont conformes à la réglementation en vigueur.

4.5.3 Liste nominative du personnel

Le prestataire doit fournir à la responsable sécurité, avant l'exécution des prestations, la liste nominative du personnel qui devra être tenue à jour.

Le prestataire s'engage à appliquer les textes légaux et réglementaires en vigueur, en matière de législation fiscale, de sécurité sociale et de législation du travail, notamment les articles L 1224-1 et L1224-2 du code du travail et les conventions collectives.

4.5.4 Formations

Le prestataire est tenu d'assurer la formation de son personnel et notamment en matière de bon usage des produits, des postures de travail à adopter, le tri sélectif, la signalétique appropriée aux locaux à risques.

4.5.5 Vêtements de travail

Le prestataire doit doter l'ensemble du personnel d'exécution d'un vêtement de travail.

En outre, tous les agents en activité, y compris le personnel d'encadrement, doivent porter en permanence un insigne spécifique de leur entreprise.

Aucun agent ne sera admis s'il n'est revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.

4.5.6 Comportement du personnel

Le personnel du prestataire agit avec discrétion et devra faire preuve de la plus grande correction.

4.6 Planning d'intervention

Concernant les prestations forfaitaires, un planning d'intervention détaillé doit être fourni par le prestataire en fonction des fréquences mentionnées au CCTP.

4.7 Lieu d'exécution des prestations

Toutes les prestations seront exécutées à l'adresse suivante :

Sur l'ensemble du Campus des écoles
Institut Mines-Télécom Business School et Télécom SudParis
9, rue Charles Fourier
91011 Evry cedex

- Plan de masse joint

4.8 Horaires

Les plages horaires d'accès aux locaux sont indiquées article 3.8 du CCTP.

4.9 Modalités pour les prestations forfaitaires

Les prestations forfaitaires démarrent dès la notification du marché et conformément aux spécifications du cahier des charges techniques particulier.

Le titulaire devra tout mettre en œuvre pour permettre la bonne exécution des prestations objet du présent marché selon le planning d'entretien proposé et validé par Institut Mines-Télécom Business (IMT-BS) School et Télécom SudParis (TSP).

Pour l'exécution et les responsabilités des prestations confiées au titulaire, celui-ci pourra être représenté par une personne dûment habilitée par lui qui sera seule en droit d'engager sa responsabilité pour l'exécution du marché.

4.10 Modalités pour les prestations supplémentaires (à bons de commande)

Les prestations supplémentaires sont déclenchées par l'émission, préalable à leur exécution, d'un bon de commande, selon les besoins de l'acheteur en référence au prix de base indiquée dans le BPU ou au devis pour des prestations exceptionnelles non indiquées au BPU.

Cependant, le montant cumulé des bons de commande ne peut pas dépasser le maximum prévu à l'article 1.4 du présent CCAP (cahier des clauses administratives particulières).

Ce dernier, comporte obligatoirement les indications suivantes :

- La référence du marché
- La désignation des prestations
- La date d'exécution
- Le lieu d'exécution
- Les délais le cas échéant,
- Les prix unitaires HT (DPGF ; BPU ou devis)
- Le montant total HT
- Le montant total TTC
- La date d'envoi

Les bons de commande sont émis et exécutés durant la validité du marché.

Le délai d'exécution de l'ensemble des prestations à bons de commande démarre à compter de la date de réception du bon de commande ou à la date indiquée sur celui-ci.

Ces prestations supplémentaires ou exceptionnelles pourront être effectuées dans les conditions suivantes :

- Les samedis, dimanches et jours fériés
- À la demande du titulaire avec autorisation de l'acheteur, les samedis, dimanches et jours fériés, sans qu'il en résulte de frais supplémentaires.
- Durant les vacances scolaires, compte tenu du fait qu'Institut Mines-Télécom Business School (IMT-BS) et Télécom SudParis (TSP) sont des écoles.

Art. 5. CONSTATIONS DE L'EXECUTION ET ADMISSIONS DES PRESTATIONS

Les dispositions des articles 27 à 30 du C.C.A.G/FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 relatives à la surveillance et à la constatation de l'exécution des prestations sont applicables.

La réception définitive interviendra dès que la prestation complète aura été assurée et que les performances et services décrits dans ce cahier des charges seront respectés.

PARTIE 3 – QUELLES SONT LES CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHE ?

Art. 6. PAIEMENT

6.1 – Présentation des factures

Il est rappelé que le prestataire devra apporter une attention particulière aux modalités de transmission des factures ci-dessous indiquées.

6.1.1 - Prestations forfaitaires

Le titulaire présente mensuellement, à terme échu, une facture conformément à la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Chaque facture porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro du marché
- l'objet du marché
- le nom et l'adresse du titulaire
- le numéro du compte bancaire à créditer
- la période de réalisation des prestations
- le prix forfaitaire mensuel H.T.
- le taux et le montant de la T.V.A.
- le montant total T.T.C.
- la date d'établissement de la facture

6.1.2 - Prestations à bons de commande

Pour chaque commande, à l'issue de la réception et de l'admission des prestations par Institut Mines-télécom Business School et Télécom SudParis, le titulaire établira une facture.

La facture porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro du marché
- la référence du bon de commande
- l'identification des prestations
- le nom et l'adresse du titulaire
- le numéro du compte bancaire à créditer
- la période de réalisation des prestations
- le taux et le montant de la T.V.A.
- le montant total T.T.C.
- la date d'établissement de la facture

Il pourra être établi une facture par bon de commande. L'exécution partielle d'une commande pourra éventuellement faire l'objet d'une facturation partielle.

L'acheteur se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions. En cas de pièces ou d'informations manquantes, le délai de paiement est suspendu jusqu'à la date d'obtention des justificatifs ou informations qui lui ont été réclamés.

Il est rappelé que le fournisseur devra apporter une attention particulière aux modalités de transmission des factures ci-dessous indiquées.

Modalités de transmission des factures :

Les factures doivent être envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante :

<https://portail.dgfip.finances.gouv.fr>

Le titulaire renseignera le SIRET [180 092 025 00071](#)

Le code service à utiliser est le suivant **SG_EVRY_FACTURES_SERVICE_FINANCIER**

Les éléments suivants sont nécessaires :

- le numéro du marché ;
- le numéro de bon de commande ;
- le code département le cas échéant ;
- le numéro d'engagement juridique CHORUS figurant sur le bon de commande ;
- le numéro de la facture ;
- le nom et l'adresse du créancier ;
- les références du compte bancaire ou postal, rigoureusement identiques à ceux indiqués dans l'acte d'engagement ;
- le numéro de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- le code APE ;
- le montant total HT et TTC des prestations effectuées, ainsi que le taux de TVA appliqué.

6.2 - Délais de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours, à compter de la réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur.

6.3 - Intérêts moratoires

Tout dépassement au délai prévu par l'article 6.2 du présent cahier des charges particulières donne lieu au paiement d'intérêts moratoires dans les conditions fixées par le décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

6.4 - Service chargé de paiement

Institut Mines-Télécom
Agence Comptable
19 Place Marguerite Perey
91120 PALAISEAU

6.5 – Révision des prix

Les prix indiqués à la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et au Bordereau des prix unitaires (BPU) sont révisibles annuellement à la date anniversaire (date de notification) par référence à l'indice **EV4 « travaux d'entretien d'espaces verts »**.

Le titulaire s'engage à communiquer par envoi électronique faisant date certaine, les annexes financières (DPGF – BPU) mises à jour ainsi que le détail des calculs justifiant les nouveaux tarifs avec un préavis de **trente jours** minimums, avant la date prévue pour l'application des ajustements. (date anniversaire = date de notification).

Si les nouveaux tarifs ne sont pas envoyés avec la formule de calcul de révision, ce sont les tarifs N - 1 qui seront appliqués pour l'année en cours

Les **tarifs révisés et les justificatifs** sont adressés par le titulaire à l'acheteur, par courriel à l'adresse suivante : patrick.chiarenza@imtbs-tsp.eu et angelique.padilla@imtbs-tsp.eu

Le mois d'établissement des prix fixés à la DPGF et au BPU est celui de la date limite de réception des offres (*Cf. règlement de la consultation*) par référence à l'**indice EV4 « travaux d'entretien d'espaces verts »**.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0)

Application de la formule suivante :

$$P1 = P0 (0,15 + 0,85 (I1/ I0))$$

Dans laquelle :

P1 = nouveaux prix (DPGF-BPU)

P0 = prix en vigueur N-1 (DPGF-BPU)

I0 = indice du "mois zéro" (m_0)

I1 = valeur du dernier indice connu à la date anniversaire (date de notification)

Les nouveaux tarifs s'appliqueront le 1^{er} du mois suivant.

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs sera effectué par arrondissement au millième supérieur.

6.6 Avances

L'option A du CCAG Fournitures courantes et services est retenue.

Une avance est accordée au titulaire à hauteur de 30% du montant initial du marché.

Si le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux de l'avance est porté à 20%.

Le remboursement de l'avance débute lorsque 65% des prestations sont réalisées. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant (TTC) des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Article R.2191-3

L'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Article R2191-15

Dans le cas d'un marché reconductible, une avance est versée au titulaire pour chaque reconduction.

Article R2191-16

Lorsque l'accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande ne prévoit pas de montant minimum, l'avance est accordée pour chaque bon de commande remplissant les conditions prévues à l'article R.2191.3

Art. 7. SOUS-TRAITANCE**7.1 Présentation d'un sous-traitant**

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties du marché, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale du marché est interdite.

7.2 Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du contrat, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

7.3 Paiement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

PARTIE 4 – LES SANCTIONS ET LA FIN DU MARCHÉ

Art. 8. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer des pénalités de la façon suivante :

8.1 - Pour la partie forfaitaire (prestations courantes)

En cas de retard ou d'inexécution des prestations, le titulaire pourra subir une pénalité de 100 €/jour de retard sans mise en demeure préalable.

Les pénalités seront directement imputées sur les sommes dues au titre de(s) prestation(s) déjà effectuée(s) si elle(s) n'a (ont) pas été payée(s) ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir jusqu'à apurement du solde, sans condition de montant par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS.

8.2 - Pour la part à bons de commande (prestations supplémentaires)

Dans le cas où les délais d'exécution indiqués sur les bons de commande ne seraient pas respectés, le titulaire encourra une pénalité forfaitaire de 150 € par jour de retard sans mise en demeure préalable.

Les pénalités seront directement imputées sur les sommes dues au titre de(s) prestation(s) déjà effectuée(s) si elle(s) n'a (ont) pas été payée(s) ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir jusqu'à apurement du solde, sans condition de montant par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS.

En cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'une prestation, le titulaire en avertit LE client dans les plus brefs délais par un courrier motivé explicitant de manière détaillée la nature de ces difficultés

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1148 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de l'acheteur.

8.3 Pénalités pour travail dissimulé

En application de l'article L.8222-6 du Code du travail, Institut Mines-télécom Business School et Télécom SudParis, informée par écrit par un agent de contrôle, de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du Code du travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation.

Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à Institut Mines-Télécom Business School et Télécom SudParis la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 € par jour ouvré de retard.

Passé un délai de 10 jours ouvrés de retard, Institut Mines-Télécom Business School et Télécom SudParis peut résilier le marché de plein droit aux torts du titulaire.

Le montant maximum au titre de ces pénalités ne peut dépasser 20% du montant commandé.

8.4 Autre pénalité

En cas de tout autre manquement aux obligations prévues dans les pièces contractuelles, Institut Mines-télécom Business School et Télécom SudParis se réserve le droit, sans mise en demeure préalable, d'appliquer une pénalité de 150 €/HT par jour et par manquement.

Non déclaration de sous-traitance

En cas de sous-traitance non déclarée, il sera appliqué une pénalité de 3000 €. La non déclaration de sous-traitance est également un motif de résiliation du marché aux torts du titulaire.

Art. 9. RESILIATION / LITIGE / ELECTION DE DOMICILE

9.1 – Résiliation

L'accord cadre peut être résilié conformément aux dispositions du chapitre VI du C.C.A.G./F.C.S. visé à l'article 2 du présent C.C.A.P.

Toutefois Institut Mines-Télécom Business School et Télécom SudParis se réservent également la possibilité de résilier l'accord cadre, sans versement d'indemnité, si le titulaire de l'accord cadre s'avère dans l'impossibilité de fournir tout ou partie des prestations énumérées au C.C.T.P.

9.2 – Litige

Les différends qui viendraient à se produire à propos de la validité, de l'interprétation, de l'exécution ou de l'inexécution, de l'interruption ou de la résiliation du présent marché en l'absence d'accord amiable entre les parties, seront portés devant les tribunaux administratifs compétents.

9.3 – Election de domicile

Pour les actes relatifs à l'exécution du présent marché, le titulaire fait élection de domicile au siège social de la société.

PARTIE 5 – AUTRES CLAUSES

Art. 10. OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire et les membres de son équipe sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont ils auraient connaissance au cours de l'exécution du marché.

Ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale et toute remise de documents à des tiers sans l'accord exprès préalable de l'acheteur.

Le non-respect de ces dispositions entraîne la résiliation immédiate de l'accord cadre.

Art. 11. ASSURANCE

Avant tout commencement d'exécution, puis annuellement, le titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Art. 12. LISTE DES PIECES A FOURNIR

Le titulaire s'engage à fournir tous les ans à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution les pièces suivantes :

- Attestation d'assurance
- Attestations sociales et fiscales



Les pièces mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne :

<https://declarants.e-attestations.com>

L'acheteur peut résilier le marché si le Titulaire ne dépose pas les documents demandés. Cette résiliation interviendra après une mise en demeure restée infructueuse.

PARTIE 6 – LES DEROGATIONS AU CCAG FCS

Art. 13. DEROGATION

Article du CCAG-FCS auquel il est dérogé	Article du présent CCAP qui déroge au CCAG-FCS
Article 14 et 14.1.3	Article 8 - Pénalités

Lu et Accepté

Signature